



PAD

PRO-ACTION DÉVELOPPEMENT



Rapport d'activités 2018 Programme au BURUNDI



PAD Burundi

Avenue du Lac n°7
6245/C Quartier Asiatique
Bujumbura
(+257) 75 110 775 / 22 275 850
pad.burundi@proactiondev.org

PAD Belgique

24 rue Camille Cals
B-5030 Ernage - Belgique
Tél : +32 81 600 125
mallorie@proactiondev.org
<http://www.proactiondev.org>

OPDE

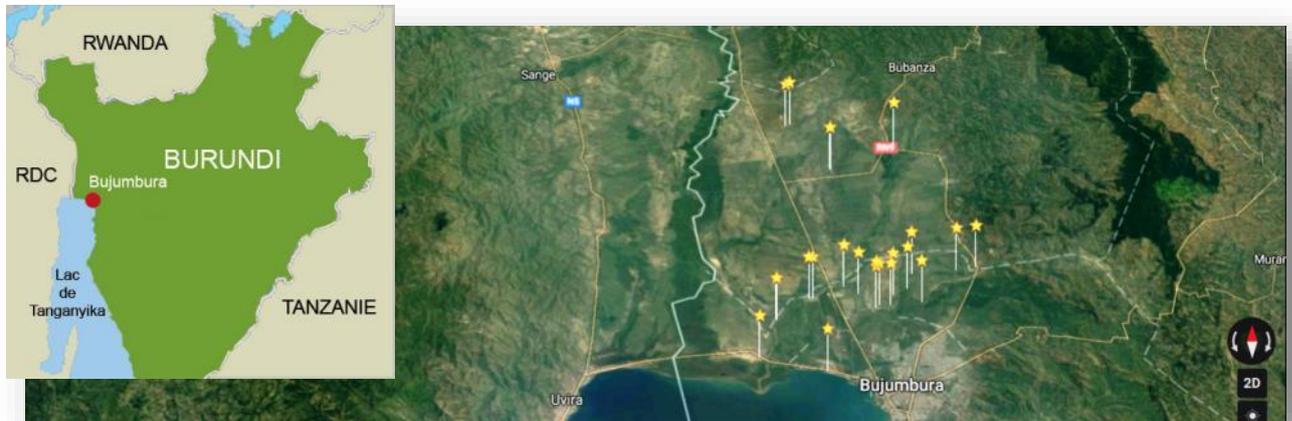
Boulevard du 28 novembre.
B.P 6252, Kigobé- Bujumbura
(+257) 22 241 099 / 22 218 148
bukgad@yahoo.fr
www.opdeburundi.org

Sommaire

1. Résumé	3
2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »	6
2.1. Contexte	6
2.2. Sensibilisation et formation.....	6
2.3. Réalisations.....	Error! Bookmark not defined.
2.4. Les comités hygiène et assainissement (CHA)	8
2.5. Evaluation de l'impact	Error! Bookmark not defined.
2.6. Perspectives futures	9
3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, Hygiène source de vie saine»	9
3.1. Contexte	9
3.2. Réalisations au niveau domiciliaire	10
3.3. Réalisations au niveau communautaire	11
3.4. Réalisations en milieu scolaire	Error! Bookmark not defined.
3.5. Au niveau institutionnel	Error! Bookmark not defined.
3.6. Perspectives 2018.....	14

1. Résumé

Les deux programmes au Burundi ont pour objectif global d'améliorer la santé communautaire à travers l'accès à l'eau potable, l'assainissement solide et liquide et le renforcement durable des pratiques d'hygiène.



C'est dans la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura Rural que le programme AAKT, Amazi Amagara Kuri Tweze (« l'eau et la santé pour tous »), a démarré en 2010. Quatre ans plus tard, le deuxième programme ISAM, Isuku Soko ry'Amagara Meza, (« Hygiène source de vie saine »), a vu le jour dans la commune de Gihanga, en province de Bubanza. Les besoins dans les deux zones sont criants : méconnaissance des pratiques d'hygiène de base, manque d'eau, système de gestion défaillant, maladies diarrhéiques fréquentes et épidémies de choléra cycliques... or, peu d'acteurs interviennent de façon durable dans ces communes, que ce soit dans les domaines de l'eau, de l'hygiène ou de l'assainissement.

L'action se fait à trois principaux niveaux : domiciliaire au sein des familles, communautaire via la création et formation de comités et la réalisation d'ouvrages, et enfin communal avec les autorités locales. Parallèlement, les programmes interviennent en milieu scolaire. L'approche utilisée par les programmes se base sur une approche participative mise au point sur le terrain pour répondre au mieux aux besoins des bénéficiaires : la méthode WAST « Waste and Sanitation transformation ».

En 2018, la crise politico-sécuritaire amorcée en avril 2015 par l'annonce du Président Nkurunziza de briguer un troisième mandat continue de frapper durement les familles burundaises. Les conséquences économiques et sociales de cette insécurité sont subies par les familles et les enfants qui sont d'autant plus vulnérables face à la crise alimentaire, aux épidémies saisonnières et aux conditions sanitaires précaires.

Le **programme AAKT** est en phase de pérennisation du projet en écosanitation. Dans la commune de Mutimbuzi, la latrine écosan a fait ses preuves puisque ménages bénéficiaires se servent du compost comme engrais ou amendement sur leur parcelle maraîchère ou

agricole. Les Comités Hygiène et Assainissement (CHA) avaient mis en place un réseau de valorisation du compost EcoSan et une petite entreprise de fabrication de savon qui sont toujours productifs aujourd'hui.

A Gihanga, le programme ISAM est désormais actif dans quatorze communautés dont certaines arrivent aux taux attendu en termes de couverture en infrastructures sanitaires. Six collines sont désormais impliquées dans le programme et la mobilisation des ménages et des comités ont permis à plus de 3.736 nouvelles familles de suivre les animations sur l'hygiène et l'assainissement. 528 ménages ont décidé de construire une nouvelle latrine avec l'appui du programme. Sept blocs de latrines ont été construits ou réhabilités en blocs EcoSan pour permettre à six écoles et plus de 5.000 élèves de bénéficier d'une toilette et d'un environnement sanitaire sain, dont près de 3.000 jeunes filles.

Le volet eau a lui aussi mis en place sa réponse à la réhabilitation massive des forages dans la zone en formant les acteurs locaux à la maintenance et la réparation des pompes et en impliquant toutes les parties prenantes dans la conclusion d'un protocole d'accord permettant de pérenniser l'accès à l'eau potable nouvellement acquis pour tant de familles.

Une première évaluation de l'impact du programme sur l'environnement et les comportements des bénéficiaires a eu lieu dans les zones où la couverture en infrastructures sanitaires était suffisante. Les résultats sont de plus en plus positifs, confortant le programme dans son approche et dans la réponse apportée aux problématiques soulevées avec les bénéficiaires. Parmi celles-ci, 2018 fût aussi l'année où ont été envisagées les **conséquences liées aux changements climatiques** et la nécessité de se préparer pour en réduire l'impact sur les familles vulnérables. Un nouveau volet est donc en préparation qui verra le jour à partir de 2019.

Au total, en 2018, près de 3.750 personnes ont été sensibilisées et formées. 528 latrines ont été construites dont 220 EcoSan. La formation des acteurs locaux dans la maintenance et la réparation des pompes hydrauliques est une réponse inédite permettant la pérennisation de l'accès à l'eau potable pour les familles. Enfin, les bénéficiaires préparent une stratégie de lutte contre les effets des changements climatiques à mettre en place dès 2019.

Réalisations 2018

Participants aux séances de sensibilisation	3.736
- nb de femmes	1.780 (47%)
- nb d'enfants	449
- sensibilisations thématiques (hygiène, assainissement, écosanitation, déchets solides)	2.664
- personnes formées à l'écosanitation	1.194
Nb de latrines construites	528
- latrines Arborloo	308
- latrines Ecosan	220
Nb de réalisations sanitaires	962
- Systèmes de lavage de mains	210
- Séchoirs	513
- Compostières	239
Blocs de latrines Ecoles	6
- Nb d'élèves bénéficiaires	5.771
- Nb de filles	2.995
Points d'eau entretenus avec politique de recouvrement des coûts et protocole inclusif	10
- Comités de point d'eau (CPE)	10
- Personnes relais formées à la gestion et à la maintenance	28
- Techniciens locaux officiels	2

2. Le programme AAKT : « Amazi Amagara Kuri Tweze, l'eau et la santé pour tous »

2.1. Contexte

Mutimbuzi, dans la province de Bujumbura Rural, est une commune considérée comme périurbaine en raison de sa proximité avec la capitale et de la mixité de sa population, bien qu'elle soit en majorité agricole (rizicole notamment). Lancé en 2010, le programme AAKT existe donc depuis maintenant 8 ans. L'intervention a d'abord débuté dans la zone administrative de Rukaramu avant de s'étendre progressivement à celle de Maramvya dès 2012. Il est important de noter que la population de la commune ne cesse de s'accroître, dû à l'étalement de la capitale. Par ailleurs, des ménages ont également fui les quartiers contestataires de la capitale en raison de l'insécurité.

Communément appelée « commune-carrefour » en raison de sa localisation à la sortie de Bujumbura, la commune de Mutimbuzi est coincée entre la province de Bubanza et la République Démocratique du Congo. Soumise à une pression foncière de la capitale et faisant les frais des flux de réfugiés en provenance de la RDC, elle reste néanmoins une commune rurale et dépendante d'une agriculture de subsistance. Pendant ces années d'inquiétudes et de crise, les ménages, les CHA et les paysans-modèle restent malgré tout investis dans la pérennisation du projet en développant leurs pratiques de gestion des excréta dans leurs champs et leurs cultures.

Leurs expérimentations, les formations, l'encadrement, les orientations et les recommandations de consultants ont confirmé l'impact de l'utilisation des extrants et ont permis de renforcer la bonne gestion d'une latrine ecosan et le tri des déchets ménagers ainsi que de maintenir le stockage et la redistribution des surplus.

A la fin du programme initial, un espace de réflexion a permis de dégager les risques futurs de vulnérabilisations des bénéficiaires et d'orienter la suite des activités. A la suite de ces réflexions, le programme souhaite intégrer la problématique climatique en mettant en place des actions permettant d'en diminuer l'impact sur les populations les plus exposées. Outre le développement d'activités permettant de réduire la production de gaz à effet de serre, il s'agira également de protéger les sols, les cultures, le bétail et les ressources en eau des épisodes climatiques violents (tempêtes, canicules, inondations, remontées de nappe, etc.)

2.2. Sensibilisation et formation

Au total, près de 17.000 personnes ont été sensibilisés et formés à l'hygiène, l'assainissement et la gestion des déchets depuis le début des activités en 2010 et qui sont répartis sur 10 collines. Depuis, l'impact des activités dans la zone a été confirmé au travers de sensibilisations, de formations, de mise en réseau et de réflexion sur la gestion des dérivés ecosan. Des quelque 4.000 ménages qui ont choisi de construire une latrine avec l'appui du projet, quasiment la moitié ont opté pour une latrine à déshydratation et ont commencé à utiliser les extrants au bénéfice de leurs familles.

Intégrer les pratiques quotidiennes d'hygiène et d'assainissement permettant d'améliorer la santé est le premier objectif. Outre cela, c'est l'appropriation par les bénéficiaires qui démontre leur réceptivité et leur engagement : ils participent à toutes les étapes de l'intervention et comprennent les enjeux de la valorisation écosan. Un lien de confiance et de durabilité a grandi avec le projet et a permis de développer la communauté toute entière : les habitants produisent leur propre engrais à moindre frais et s'affranchissent de leurs besoins en intrants chimique, réduisant ainsi l'impact carbone tout en leur faisant des économies de temps et d'argent.

Ce mode de pensée a permis d'entamer les premières réflexions sur la suite du programme : quelle que soit l'évolution du contexte politico-sécuritaire au Burundi, l'autonomisation des bénéficiaires réduit la vulnérabilité des ménages déjà très exposés aux aléas de la politique, mais aussi aux aléas climatiques qui s'annoncent. L'assainissement familial, permettant de prévenir les maladies féco-orales et les maladies hydriques surtout chez les jeunes enfants et les personnes vulnérables qui hypothèquent souvent le développement de toute la communauté, s'inscrira lui aussi dans un cadre plus global de protection des sols et des ressources en eau.

2.3. Préparer l'avenir

L'assainissement et l'écosanitation

L'adéquation de la méthode participative utilisée par le projet en réponse directe avec les besoins de la population est désormais confirmée. Les cinq jardins de démonstration par exemple permettent d'avoir une vitrine sur l'efficacité des intrants EcoSan et de l'intérêt de valoriser ses déchets ménagers. En effet, les ménages peuvent à la fois observer les cultures en place et, grâce au paysans-modèles, aux CHA, aux techniciens de la commune qui ont tous suivi une formation poussée en écosanitation, ont aussi à disposition les ressources pour s'informer et être encadrés et accompagnés.

Les bénéficiaires ont pu choisir entre deux options pour valoriser leurs intrants EcoSan : certains ont développé des cultures de maïs, amarante, aubergine, tomates, poivrons, poireaux, piments, arachides. D'autres ménages se sont organisés dans les jardins de démonstration avec les Comité CHA. Tous les membres sont aussi impliqués dans la définition des mécanismes de collecte des composts et urines auprès des ménages.

Les ouvrages hydraulique

Les CPE (Comités Points d'Eau) gèrent toujours les forages réalisés à Kagaragara en 2012 et à Maramvya 12 en 2014 ainsi que celui réhabilité au centre de santé de Maramvya 15 en 2012. L'accès à l'eau potable dans un périmètre restreint est une condition importante pour réduire l'exposition des ménages et des enfants aux maladies hydriques. Les ménages cherchent également à protéger leurs ressources en eau potable et notamment des événements climatiques qui pourraient les mettre en péril comme les inondations ou les remontées de nappes. Les stratégies de préservation, comme par exemple l'augmentation du couvert végétal, font écho auprès des bénéficiaires. Une recherche-action qui débutera

en 2019 permettra de tester les différentes possibilités et leur adéquation avec les contraintes du terrain.

Les infrastructures scolaires

Les trois écoles primaires qui ont réalisé un bloc de latrines pour leurs élèves à Rukaramu, Maramvya 1 et Maramvya 2 les utilisent toujours et les entretiennent convenablement. Les blocs de latrines écosan et la mise en place d'un jardin scolaire sont des projets intéressants pour les écoles. Les écoles seront aussi des parties prenantes du prochain volet permettant de réduire la vulnérabilité des enfants face aux changements climatiques. La pose de haies et l'expérimentation sur des pépinières pourront être une possibilité avec les jardins scolaires.

2.4. Le rôle des comités (CHA) et l'impact sur les communautés

C'est tout au long du projet AAKT qu'une réalité est venue s'imposer pour répondre aux besoins des populations locales vulnérables : **la nécessité d'avoir une structure locale capable de s'impliquer dans la promotion de l'hygiène et de l'assainissement** ainsi que de la prendre en charge. En effet, les entités publiques comme l'administration communale ou zonale sont en général trop éloignées des communautés pour réagir efficacement sur ces questions, pourtant prioritaires. Depuis le début, le projet s'appuie sur ces structures particulières que sont les 11 CHA, des comités locaux capables de promouvoir la santé et l'assainissement dans leur communauté et de suivre les bénéficiaires pour finalement atteindre les objectifs qu'ils se seront fixés. En fin de projet, des nouvelles unités techniques locales ont intégré les CHA afin de les appuyer dans la vulgarisation des composts écosan. Il s'agit notamment des Moniteurs Agricoles, des Paysans Modèles et de l'agronome zonal et communal. L'objectif pour les CHA reste également la reconnaissance comme une ILD (Initiative Locale de Développement) auprès de l'administration communale.

Au total, ce sont sept initiatives qui auront pu se développer au travers des CHA : le centre de collecte et de redistribution à M14, la savonnerie à Mutara, et les cinq jardins de démonstrations de M15, M12, Budahigwa, Kivogero (K13) et Kirekura 12. A Kirekura 13. Parmi les cultures privilégiées, les CHA ont choisi les aubergines, amarantes et poireaux. Les séances de renforcement sur la composition, la valeur agronomique, l'agriculture et l'assainissement écologique et l'utilisation des intrants EcoSan comme fertilisant et amendement méritent d'être affinées afin d'augmenter l'adéquation des intrants avec les besoins du sol et des plantes. Cet exercice commencera en 2019 avec la recherche-action qui impliquera les Paysans modèles, les Moniteurs Agricoles, les agronomes zonaux et communaux, les techniciens et membres des CHA.

L'année passée, le projet AAKT a confirmé l'impact de son approche sur la santé des communautés bénéficiaires. Des observations et des conclusions ont été tirées, et les autres interventions s'inspirent allègrement des expériences faites par ce premier projet. Il a été constaté entre autres une diminution drastique des maladies diarrhéiques (-58%) et

l'augmentation impressionnante de l'indice sanitaire (+55%). Il a également révélé une adaptation durable des comportements, ce qui est toujours un objectif difficile à atteindre.

Ceci s'explique par une série de facteurs : la sensibilisation des ménages au tri des déchets, la construction de latrines à déshydratation et écosanitation avec valorisation et utilisation des dérivés comme compost, l'implication de toutes les parties prenantes... tout ceci a impacté positivement les résultats et ouvre une opportunité d'appropriation des activités par les bénéficiaires du projet et les développements futurs.

L'engouement des ménages autour des latrines écosan s'explique notamment par :

- Le gain de place dans une région où la pression foncière et la densité de population ne cessent d'augmenter ;
- La structure adaptée aux contraintes locales (sol sablonneux, nappe phréatique très proche : moins de 1 mètre dans certaines collines) ;
- La production d'engrais organiques efficace à moindre coût à des fins agricoles.

2.5. Perspectives futures

La phase de pérennisation étant maintenant terminée, les communautés et les comités sont autonomes dans l'encadrement des ménages et ils peuvent désormais assurer la viabilité des ouvrages sans supervision. Devenu aujourd'hui une référence en matière d'écosanitation au Burundi, le projet a l'intention d'affiner encore son protocole d'utilisation des intrants EcoSan afin de l'optimiser.

Ceci sera fait grâce à une recherche-action menée sur plusieurs saisons culturales qui permettra d'identifier notamment les cultures les plus réceptives à l'écosanitation, les possibilités d'agroforesterie et d'affiner le protocole d'utilisation des dérivés EcoSan. Le but étant de contribuer à l'amélioration de la résilience de l'environnement, il développera également en parallèle des actions capables de promouvoir les pratiques individuelles et collectives réduisant les besoins en eau, en énergie fossile et en plastique et réduisant ainsi la production de gaz à effet de serre.

3. Le programme ISAM « Isuku Soko ry'Amagara Meza, Hygiène source de vie saine »

3.1. Contexte

Après une série de prospections réalisées en 2013 et 2014, le projet ISAM (hygiène source de vie saine) a démarré en août 2014 dans la commune de Gihanga, une commune rurale en partie située sur la plaine de l'Imbo où la nappe phréatique est affleurante, donc potentiellement polluée et limitant le creusage de latrines. C'est aussi une zone propice aux inondations causant régulièrement des dégâts majeurs sur les cultures, les infrastructures communales et les habitations.

Cette commune a été ciblée en raison de :

- la forte prévalence de maladies hydriques et oro-fécales ;
- son faible taux de couverture en eau (un des plus faibles du pays) et en assainissement de base ;
- l'absence de sensibilisation des communautés sur la gestion des points d'eau et sur les pratiques d'assainissement et d'hygiène ;
- le manque de moyens de réhabilitation et de maintenance des infrastructures ;
- la faible présence de partenaires techniques et financiers.

Malgré ces aléas politico-sécuritaire et ce climat d'incertitude constante, le démarrage timide en 2015 permis de lancer les activités de sensibilisation et de construction de latrines qui se sont bien développées en 2016 pour atteindre leur pic en 2017 et revenir à un rythme normal, puis un rythme plus lent à la fin du projet en 2018.

Le volet « eau » du projet qui devait garantir un accès à l'eau potable sur une dizaine de forages de la zone a connu lui aussi certains rebondissements comme par exemple l'arrivée sur le terrain d'un nouvel acteur majeur dans le domaine de l'eau mais dont l'approche opérationnelle était à l'opposée de celle du projet. Le projet revit intégralement sa stratégie pour permettre la pérennisation de dix points d'eau dans la zone, ce qui se fit dans la dernière phase du projet : une prolongation de six mois venue clôturer positivement l'année 2018.

3.2. Réalisations au niveau domiciliaire

Au niveau des ménages, le projet prévoit le renforcement des connaissances des populations en termes d'hygiène et d'assainissement à travers des séances d'animation participative, la formation des villageois aux pratiques d'utilisation de l'eau (transport, stockage) et des installations hydrauliques et sanitaires ainsi que l'évaluation des connaissances, des attitudes et des pratiques d'hygiène dans les familles.

En 2018, le projet a eu le temps de développer des activités sur sept collines : Kagwema, Kizina, Rugunga, Ndavabusongo, Buramata, Gihugwe et Gihanga, ce qui fait une quinzaine de sous-collines. Ces quinze sous-collines regroupent 6.536 ménages ou quelque 36.651 habitants.

Les séances d'animation participative sur l'hygiène et l'assainissement auront accueilli 3.736 adultes, dont en moyenne 47% sont des femmes, et 449 enfants ont eu des séances qui leur étaient adaptées. Comme présenté dans le tableau ci-dessous, 623 personnes ont participé à l'animation « 0 » qui est une animation générale. Pour les animations spécifiques :

- 616 personnes ont suivi les séances « Hygiène et eau »
- 600 personnes ont suivi les séances « Assainissement »
- 1.194 personnes ont suivi le module spécifique à l'écosanitation.
- 254 personnes ont suivi l'animation sur les Déchets Solides « DS ».

Les différentes animations permettent d'identifier avec les participants des pistes concrètes d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement (construction de latrine, lavage des mains avec savon, utilisation d'un râtelier,...).

3.3. Réalisations au niveau communautaire

Le volet communautaire prévoit d'appuyer et de former les villageois à réaliser des installations sanitaires : une compostière, un râtelier à vaisselle, une latrine (arborloo ou EcoSan), etc. Est prévue également la mise en place d'un comité villageois par village, autonome et capable de développer et de pérenniser la situation sanitaire. Ils sont formés à la réalisation, la gestion, l'entretien et la réparation des ouvrages. Ceux-ci acquièrent une certaine légitimité grâce au soutien qu'ils apportent aux initiatives sanitaires des habitants.

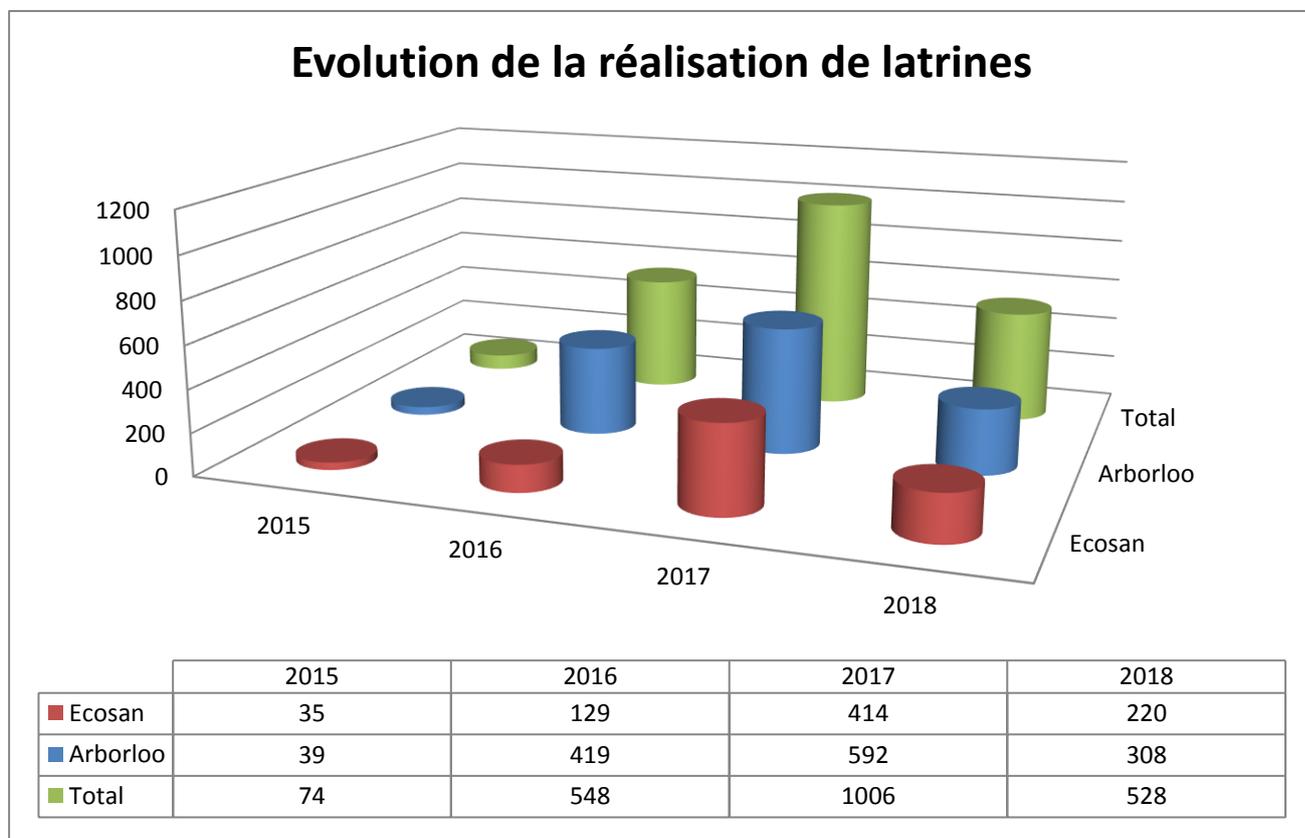
Après les animations thématiques, les bénéficiaires peuvent décider de fabriquer des ouvrages sanitaires simples, comme par exemple les systèmes de lavage de mains, les séchoirs (vaisseliers) et les compostières à déchets ménagers. Ce sont des petites réalisations faciles à faire soi-même et qui améliorent l'environnement sanitaire autour de la maison. Au total, 484 ménages ont équipé leur latrine d'un système de lavage des mains. 404 maisons ont vu se creuser ou construire une compostière à déchets ménagers et 1.444 ménages ont réalisé un séchoir à vaisselle, qui permet de ne plus faire sécher la vaisselle à même le sol et la maintenir à l'abri des animaux.

	Système de lavage des mains	Séchoirs	Compostière
2015	6	57	-
2016	113	292	70
2017	155	582	95
2018	210	513	239
Total	484	1.444	404

Au total, 2.156 ménages ont décidé de construire une latrine. Le projet, qui en prévoyait initialement 1.650, a dépassé son objectif de 506 latrines, soit une couverture de 30% supplémentaire à ce qui était prévu. D'une façon globale, sur la zone d'intervention du projet, la couverture moyenne a atteint 49%. L'objectif de départ était de 60%, objectif atteint pour les 8 premières sous-collines qui avoisinent en moyenne de 62%. Les 4 dernières sous-collines sont en cours d'intervention et la couverture sanitaire oscille entre 15% et 27%.

Plus de la moitié des personnes qui ont suivi la formation en assainissement ont donc choisi de construire une latrine. 798 d'entre eux ont décidé d'opter pour la latrine EcoSan. Il s'agit d'un tiers de ménages ayant suivi le module spécifique sur l'écosanitation si l'on considère la période, mais en regardant les détails on voit que le succès de la latrine EcoSan a été exponentiel pendant le projet, ce qui est un phénomène déjà constaté dans des projets

précédents où l'EcoSan convainc les bénéficiaires après qu'ils en aient constaté l'utilité chez leurs voisins.



Colline	Sous colline	Ménages (2018)	Population (2018)	Point d'eau	TOTAL			Couverture (Lat/Mén)
					Arborloo	Ecosan	TOTAL	
Kagwema	Gaharawe	237	1.060		208	11	219	92%
	Kagwema A	300	1.320		276	7	283	94%
	Kagwema B	347	1.626		261	9	270	78%
Kizina	Kizina A	932	6.240		173	246	419	45%
	Kizina B	512	4.352		101	133	234	46%
Rugunga	Rugunga centre	459	2.127	1	79	154	233	54%
	Village de la paix	692	2.528	3	-	-	-	0%
	Mudubugu	614	3.657		85	89	174	28%
Ndava Busongo	T1	123	688		40	25	65	62%
	T2	278	1.453		35	15	50	22%
	kigobe	238	1.467	2	10	50	60	25%
	nyamwagura	292	1.763	1	25	53	78	27%
Buramata	Bwiruka	147	856		2	-	2	1%
Gihungwe	Kigwati	462	2.509	2	63	6	69	15%
Gihanga	TR5	903	5.005	1	-	-	-	0%
TOT		6.536	36.651	10	1.358	798	2.156	

c. Au niveau communal

En dépit du contexte extrêmement défavorable au dialogue avec l'administration publique, le projet a toujours gardé un contact proche avec les structures locales qui sont restées impliquées tout au long du projet. Ce volet communal prévoyait le renforcement des capacités et l'autonomisation des structures compétentes au sens large dans la gestion des ouvrages sanitaires et dans la sensibilisation. Il a pu réellement se concrétiser dans le volet eau, en s'inscrivant dans les politiques locales, régionales et nationales et en intégrant une réglementation sur la gestion de l'eau.

Le volet eau faisait l'objet d'une prolongation de six mois et avait pour objectif spécifique d'apporter une dimension de pérennisation dans l'utilisation, la gestion et la maintenance des points d'eau. Ce volet prévoyait le renforcement de compétences techniques locales mobilisables pour la maintenance et la réparation des points d'eau. Chaque point d'eau est géré par un CPE (Comité Point d'Eau) formé et accompagné, mais l'ensemble des acteurs sont impliqués dans sa bonne gestion. Il s'agissait également d'identifier et de mettre en place un réseau de pièces détachées.

Ce volet s'est très bien développé en commençant par les quatre rencontres consécutives entre toutes les parties prenantes qui ont vu se concrétiser le protocole d'accord sur la gestion et la maintenance des points d'eau. Comme prévu, la première MPA (Maintenance Préventive Annuelle) a eu lieu sur tous les points d'eau. Pour chaque CPE, une politique de recouvrement des coûts a été approuvée et mise en place et est fonctionnelle aujourd'hui. Les techniciens locaux ont été formés et deux d'entre eux ont été sélectionnés pour être la référence dans la zone. Le réseau de pièces détachées spécifique aux Pompes India Mark II est plus compliqué à mettre en place mais le projet continue à travailler sur le sujet avec les parties prenantes.

3.4. Perspectives futures

Avec un peu de recul sur les quatre années du projet, les résultats obtenus sur la zone - en dépit du contexte à maints égards défavorable au développement des activités - sont plutôt satisfaisants. L'implantation dans la zone donne au projet une base solide pour continuer la dynamique garantissant un accès pérenne à des infrastructures hydrauliques et sanitaires de qualité.

L'implication des ménages de la zone est une donnée importante dans le succès d'un tel projet. L'approche participative permet de répondre de façon adéquate aux problèmes identifiés par ceux-ci comme prioritaires et leur engagement vis-à-vis du projet permet d'espérer que les efforts investis auront un impact sur le très long terme.

Les enfants sont la cible privilégiée et l'enquête de fin de projet a révélé la nette amélioration de leurs conditions sanitaires, tant sur la couverture en ouvrages que sur leur accessibilité à un jeune publique ainsi que leur bonne appropriation et leur utilisation adéquate. L'indice sanitaire, parmi les autres indicateurs analysés confortent le projet sur l'approche à adopter vis-à-vis des bénéficiaires.

Les comités CHA et CPE sont aussi des petites structures sur lesquelles le projet a pu s'appuyer pendant les périodes de trouble et qui ont permis à celui-ci de se maintenir durant les quatre années, ce qui, compte tenu du contexte, révèle leur utilité voire le fait qu'ils soient indispensables. Avec les maçons et les techniciens locaux formés par le projet, ce sont une série de capacités locales qui ont été renforcées et qui seront utiles pour la réplication des activités au-delà même du projet et renforcent ainsi l'autonomie de toute la communauté.

Le volet eau a permis de développer de façon beaucoup plus approfondie les relations entre les bénéficiaires et les structures administratives. Les stratégies de pérennisation mises en place au travers d'un protocole élaboré par toutes les parties prenantes permettent une autonomisation des communautés dans la gestion de l'eau tout en responsabilisant les utilisateurs mais aussi l'administration publique. Le prochain challenge sera la mise en place du réseau de pièces détachées.

Chaque volet du projet réduit en partie la vulnérabilité des ménages et des jeunes enfants face au déficit d'assainissement et d'accès à l'eau potable. La population majoritairement précaire du Burundi étant déjà victime des aléas de la politique, l'instabilité et l'insécurité constante, le projet anticipe aussi les conséquences des aléas climatiques qui s'annoncent. Dans ses développements futurs, l'assainissement familial, permettant de prévenir les maladies féco-orales et les maladies hydriques surtout chez les jeunes enfants et les personnes vulnérables qui hypothèquent souvent le développement de toute la communauté, s'inscrira lui aussi dans un cadre plus global de protection des sols et des ressources en eau.